

Léonard Wantchékon: Faire preuve d'un optimisme vigilant

Les cent jours du gouvernement Talon analysés à la loupe par le politologue et économiste Léonard Wantchékon.

Par [Steve Jeff Carrington](#) -
14 juillet, 2016

LÉONARD Wantchékon est un éminent professeur de sciences économiques et politiques à l'université de Princeton, aux Etats Unis. Il est également fondateur de l'Ecole africaine d'Economie – the African School of Economy -, basée au Bénin. A l'occasion des cent jours du nouveau gouvernement béninois, il livre à Afrika7 ses impressions sur le régime Talon.

Professeur Wantchékon, quel bilan faites-vous de ce parcours partiel du nouveau régime béninois?

Je pense que pour l'instant, il n'y a rien à signaler. Il faut peut-être attendre encore six mois, voire un an, pour faire un bilan rigoureux, sur la base des indicateurs. Pour l'instant, je pense que les choses semblent bien aller. Mais il faut attendre encore quelque temps pour faire un bilan crédible.

Juste après l'investiture, le gouvernement a été mis en place, les ministres ont immédiatement pris fonction, de même que quelques responsables stratégiques de la fonction publique, le nouveau régime exprimant ainsi sa volonté d'aller vite. Alors, pourquoi attendre encore?

Je crois qu'il faut attendre pour voir comment fonctionnent les nouvelles structures et réformes mises en place, et voir ce que cet attelage donne comme résultat.

L'élan initial me semble avoir été maintenu, je pense qu'il faut faire preuve d'optimisme. Maintenant, en ce qui concerne les éléments les plus importants, comme les indicateurs économiques, le taux de chômage, le capital humain, la criminalité, etc., il faut attendre de voir des éléments assez précis, pour apprécier ce qui a change. Je ne suis pas particulièrement inquiet sur quoi que ce soit. Comme vous l'avez très bien dit, il y a un élan et un certain nombre de démarches et d'institutions qui ont été mises en place. L'observateur externe que je suis, basé aux Etats-Unis et suivant de très près ce qui se passe au Bénin, ne peut qu'être optimiste et attendre les premiers résultats, clairs et précis, pour faire une appréciation.

Avec cette nouvelle dynamique au sein de la nouvelle classe politique béninoise, que peut-on réellement, à votre avis, attendre de ce gouvernement?

Je pense qu'on peut attendre qu'il y ait une réduction de la corruption, dans la mesure où c'était l'un des grands griefs qui avaient été faits au régime sortant. On peut au moins supposer que les nouveaux gouvernements ont appris la leçon et que la lutte contre la corruption sera effective.

Le deuxième élément, c'est une gestion plus saine et plus efficace des ressources de l'Etat – c'est aussi un reproche qui a été fait à l'ancien régime et on espère que les choses s'amélioreront aussi sur ce front.

Le troisième élément, c'est le dynamisme; comme les tenants du régime actuel sont dans une logique de mandat unique, le président actuel n'a que cinq ans pour réaliser son projet de société. On peut donc espérer qu'il y aura un certain dynamisme, une certaine énergie qui sera mise en place pour permettre que ces objectifs soient réalisés dans les délais, avant qu'on n'aille aux élections en 2021.

Justement, parlant du mandat unique, la question défraie actuellement la chronique, au Bénin. Est-ce à votre avis une option qui pourrait faire avancer la cause de l'alternance ou juste un artifice politicien?

En tant que politologue, je pense que c'est très intéressant, parce que je ne connais pas un seul cas de pays où le problème de l'alternance a été posé en termes de mandat unique.

Dans tous les cas, il a toujours été question de renouvellement de mandat en une fois. C'est donc novateur. Après, il y a clairement des avantages et des inconvénients et il s'agit de voir, très clairement, quel que soit le choix qui aura été entériné, si c'est le *statu quo* qu'on retient, à savoir: un mandat renouvelable une fois, avec les mesures d'accompagnement propres à rendre ce choix opérant; ou si c'est le mandat unique, qui va également avec d'autres mesures d'accompagnement.

Cela étant, le premier avantage du mandat renouvelable, c'est que la peur de la non-réélection pour une deuxième mandat peut amener les gouvernants à bien se comporter.

Mais dans le scénario du mandat unique, comme ce garde-fou aura sauté, le risque est de voir les gouvernants gérer le pays de manière cavalière.

L'inconvénient du mandat unique, c'est l'instabilité. Faut-il changer de régime ou de gouvernement tous les cinq ans, plutôt que tous les dix ans, par exemple?

Cela peut conduire à un manque de continuité dans les politiques.

Prenez par exemple une réforme institutionnelle – décentralisation ou mise en place d'institutions pour la lutte contre la corruption.

De telles institutions, pour fonctionner de façon optimale, ont besoin d'avoir à leurs têtes, les mêmes personnes.

La mise en oeuvre de ces réformes prendra au moins une dizaine d'années pour produire des résultats.

Prenez par exemple la construction des routes et le développement des infrastructures. Il s'agit de programmes qui se mettent en place sur une période minimale de dix ans ou plus, pas en cinq ans.

Cela pourrait donc poser un problème, s'il y a un changement de régime tous les cinq ans.

Cela pourrait ne pas permettre une application continue et linéaire des réformes et des investissements publics.

Mais ce problème a une solution.

On peut imaginer que si les gouvernements ne donnent pas les résultats escomptés, le numéro 2 ou le numéro 3 du régime qui serait choisi pour la présidentielle suivante aurait du mal à convaincre, au regard des résultats de l'équipe gouvernementale à laquelle il aura appartenu.

Ensuite, on peut créer des institutions qui sont détachées de l'Etat, pour certaines réformes.

Par exemple, on peut créer une commission des infrastructures, qui ne soit pas partisane, pas gérée par la présidence, mais par l'Etat, dans son ensemble.

Maintenant, en ce qui concerne les avantages, c'est que le tenant du pouvoir a les mains libres pour former un gouvernement basé sur les compétences et pas les alliances politiques, en ce sens que c'est la peur de ne pas avoir l'appui politique requis pour la réélection qui emmène parfois certains hommes d'Etat à former des gouvernements basés simplement sur le clientélisme, d'où cette idée de « récompense. »

Pour le cas actuel, c'est quand même une alliance qui a porté le président Talon au pouvoir...

Exactement, mais lorsque vous n'avez qu'un seul mandat, vous n'avez pas cette contrainte. Mais le deuxième élément, c'est que le mandat unique vous impose un certain dynamisme, une certaine obligation de résultats, dans la façon de gouverner, du fait que vous n'avez que cinq ans pour faire vos preuves et réaliser vos programmes. Et partant, vous n'avez pas le temps de vous livrer à des jeux politiques qui font perdre un temps précieux de développement et sont potentiellement porteurs de conflits et d'instabilité.

Il y a donc ces deux avantages qui font que vous avez moins les mains liées que dans un système à deux mandats; ensuite, bien évidemment, comme je l'ai dit tantôt, le dynamisme.

Il s'ensuit que si on choisit l'option du mandat unique, c'est important qu'il y ait des institutions qui ne dépendent pas du gouvernement en place, en ce qui concerne les grandes réformes et les investissements publics.

La deuxième chose à faire, c'est de s'assurer que des institutions soient et mises en place et pourvues de moyens adéquats pour punir les cas patents de mauvaise gestion et de crime dans la gouvernance.

Envisagez-vous un mandat unique non-renouvelable, quels que soient les scénarios ou un mandat unique renouvelable plusieurs fois?

Je crois que nous sommes dans le contexte d'un mandat unique non-renouvelable. Le mandat unique renouvelable, c'est ce qu'on a actuellement. C'est différent du schéma qui prévaut au Togo, par exemple, où vous pouvez vous présenter autant de fois que vous le souhaitez.

Dans ce contexte de mandat unique non-renouvelable, le Bénin ne risque-t-il pas d'épuiser son personnel politique en quelques années?

Non, pas du tout. Moi je pense à la politique comme un service. C'est un peu comme si vous êtes appelé à servir le pays pendant une courte période de cinq ans; vous finissez ce sacerdoce et vous revenez à ce que vous faisiez auparavant. Je ne trouve pas de problème à cela. Ce qui me pose problème, en revanche, c'est le modèle français où le personnel politique est là à vie et se renouvelle très peu, avec des gens qui sont là de la naissance à la mort.

Si vous êtes homme d'affaires, vous allez à la politique, vous la pratiquez cinq ans et vous revenez aux affaires; si vous êtes professeur d'université, médecin, ou juriste, vous exercez vos fonctions politiques et vous repartez continuer ce que vous faisiez.

L'alternance dans l'exercice du pouvoir ne me pose donc pas problème. Je pense que le plus important, c'est qu'on gouverne par la compétence, par ce qu'on peut apporter au pays et non par récompense électorale et c'est là le problème. Il faut sortir de la logique du renvoi d'ascenseur et s'il y a quelque chose qui peut contribuer à combattre cet esprit, je suis absolument pour.

M. Wantchékon, pensez-vous que ce gouvernement qui se réclame de la rupture et du nouveau départ, mais qui a en son sein plusieurs collaborateurs du régime défunt, représente et incarne la rupture et un nouveau départ?

On le verra, par les actes qu'ils posent.

Mais cela pourrait susciter une crise de confiance au sein de la population...

Oui, tout à fait. Je suis d'accord. Mais il faut nuancer et remarquer que ce n'est pas le cas de tout le monde. Il y a certains qui étaient des opposants au régime, comme Abdoulaye Bio Tchané et, dans une certaine mesure, M. Koupaki, qui avait travaillé avec le président Yayi Boni, avant de se retrouver dans l'opposition, ou presque, pour ensuite revenir aux affaires, aux côtés de M. Talon.

Donc, ce n'est pas le cas de tout le monde. Il y a certainement des gens qui étaient avec l'ancien régime presque jusqu'au bout et qui sont revenus.

L'ancien préfet du Littoral, par exemple.

C'est un débat qu'on pouvait mener avant les élections.

Pendant la campagne électorale, les gens peuvent dire qu'untel n'est pas dans la rupture, il était avec le régime en place.

Mais si malgré cela, ils ont été cooptés, le mieux, maintenant c'est de voir ce qu'ils font et de les juger à leurs actes.

Par ailleurs, on a vu des cas de continuité avec des gens différents. Par exemple, il est possible que vous ayez des gens qui étaient de l'opposition et qui rentrent dans le nouveau gouvernement et font la même chose que l'ancien régime; il y a aussi des gens qui ont collaboré avec l'ancien régime et qui ont fait leur mea culpa ou ont compris qu'ils ont commis des erreurs et font les choses différemment.

Les prochains mois devraient en effet nous situer, comme vous le dites. Sur tout un autre plan, selon le ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement, M. Abdoulaye Bio Tchané, le régime Yayi aurait vidé les caisses de l'Etat, ce qui implicitement, révèle la fragilité de l'économie nationale. Vous êtes un spécialiste de la question, comment, à votre avis, peut-on relancer aujourd'hui l'économie béninoise?

D'abord, j'espère qu'en ce qui concerne les accusations du ministre Bio Tchané, les preuves existent et que la situation est telle qu'il l'a décrite et que les responsabilités seront situées afin que les auteurs d'actes de prévarication de l'économie rendent compte.

Il y a lieu de savoir s'il s'agissait seulement de situations de mauvaise gestion ou d'autre chose. Ce qui est clair, c'est que quelle que soit la situation actuelle, nous avons des opportunités que nous devons exploiter pour la relance de l'économie béninoise.

Et donc, cela passe par le développement du secteur privé, la création d'emplois, surtout dans le secteur privé, l'accès au crédit, donc permettre aux PME d'avoir accès au crédit pour pouvoir créer des emplois, etc.

Cela passe aussi par la réforme de l'enseignement, notamment de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur, pour permettre aux jeunes d'avoir accès au savoir et aux compétences, afin de pouvoir trouver des emplois. Cela passe également par la bonne gouvernance. Il y a lieu de rétablir la confiance que le citoyen place en l'Etat, réduire la corruption pour que les investisseurs, nationaux comme étrangers soient mis en confiance et investissent pour le développement du pays.

Donc, il y a lieu d'attirer les investissements et d'animer la vie économique par le secteur privé.

Voilà des choses qu'on doit faire pour l'économie.

Quel que soit ce qui a été fait par le passé, il doit être possible et il est possible de mettre en oeuvre ces réformes pour que l'économie redémarre.

Beaucoup parlent de la proximité du Nigeria, perçue comme une aubaine pour le Bénin, mais une aubaine qu'il n'arrive pas à saisir.

Je m'inscris à 100% dans cette logique. Le Nigeria a la plus grande économie d'Afrique. On parle souvent du pétrole comme étant la principale activité économique du pays. Cela est vrai, mais aujourd'hui, au Nigeria, il y a le secteur agricole, qui en plein boom, ainsi que le secteur industriel.

Nous avons affaire à un pays de grands entrepreneurs dynamiques et très volontaristes. On y trouve une culture du développement, une culture de l'entrepreneuriat qui explique cela et je pense que c'est quelque chose dont nous avons beaucoup besoin chez nous.

Concrètement, comment cela peut-il se faire?

Il peut y avoir un peu de ce qu'on fait déjà, à savoir l'activité portuaire.

Le port de Cotonou bénéficie énormément de la proximité du Nigeria; le secteur bancaire bénéficie énormément de la proximité du Nigeria; cela doit continuer.

Ensuite, il y a le fait que par le secteur bancaire, par exemple, on puisse recevoir beaucoup d'investissements venant du Nigeria, pour permettre l'accès au crédit.

Si par exemple, une banque étrangère, mettons européenne, ne peut pas accorder des prêts, les banques nigérianes sur place peuvent le faire. Il s'agit d'une opportunité.

Maintenant, ce qui est important, c'est de noter qu'il y a une forte demande. Le marché nigérian, c'est un marché de plusieurs centaines de millions de personnes. Il y a donc des produits que nous pouvons générer au Bénin et qui peuvent être écoulés facilement au Nigeria, notamment dans le secteur agricole.

Donc on doit se lancer dans l'agro-industriel, la production de soja, de l'arachide, des huiles, notamment provenant des graines de coton, l'huile de palme, etc., toutes choses qui peuvent s'écouler facilement sur le marché nigérian.

Ensuite, les Nigériens sont de grands consommateurs de *gari* – on doit donc pouvoir développer aussi ce secteur.

Mais pourquoi est-ce que depuis plusieurs décennies, le Bénin n'arrive pas à saisir ces opportunités dans un marché aussi important que celui-là?

C'est une question très pertinente.

Les barrières linguistiques?

Certes, il y a les barrières linguistiques. Mais pour pouvoir réaliser ces ambitions, il faut pouvoir aller au Nigeria, faire des études de marché et aller au-delà de ce que les bonnes dames qui vont faire des affaires au Nigeria font tous les jours.

Il faut aller sur place conclure des accords avec des hommes d'affaires nigériens. Il y a aussi les pesanteurs du passé : les pays francophones ont toujours été distants des pays anglophones. La Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, etc., c'est la même chose. Il faut donc dépasser ces barrières. Enfin, il y a le fait qu'il y a un

manque d'énergie et de dynamisme. Une chose est de définir l'orientation, une autre est de la mettre en pratique.

En d'autres termes, il y a une certaine nonchalance des pouvoirs publics...

C'est cela-même. Il y a une certaine nonchalance dans la gestion des affaires publiques.

Et cela peut expliquer même l'échec de plusieurs réformes chez nous.

Lorsque les réformes échouent – par exemple, celle de l'éducation –, ce n'est pas nécessairement que la réforme en soi est mauvaise.

C'est souvent parce que les gens manquent de stratégie de suivi, de rigueur et de sérieux dans l'application des réformes.

Lorsque les gens ne respectent pas les échéances, qu'ils rédigent des plans d'exécution approximatifs, que la corruption prévaut, cela peut tuer une réforme.

En ce qui concerne l'utilisation de la proximité du Nigeria pour relancer l'économie au Bénin, cela appelle la clarté, la précision, le pragmatisme et le dynamisme.

Il ne suffit pas de dire que c'est bon, il faut se mettre au travail.

Pour terminer, M. Wantchékon, au cours de ces cent premiers jours, l'insécurité s'est également accrue au Bénin, notamment dans la capitale. Quelle est votre lecture de cette situation?

En fait, c'est une question très sérieuse et il y a certainement plusieurs raisons à cela. Le plus souvent, lorsqu'il y a changement de régime, les criminels pensent qu'il y a un flottement dans la mise en place des dispositifs sécuritaires et essaient d'en profiter.

Au début du Renouveau démocratique, dans les années 1990, il y avait une hausse de la criminalité au Bénin, qui avait conduit à la naissance de milices d'autodéfense, dans le Mono.

Donc, peut-être que c'est quelque chose de similaire qui se passe maintenant. La deuxième chose, c'est aussi la proximité du Nigeria, qui reste un problème au plan sécuritaire.

Mais fondamentalement, il y a des éléments dans la jeunesse qui ont perdu les repères et les valeurs. Les gens sont très impatients, ils veulent devenir très riches, tout de suite et comptent de moins en moins sur la valeur travail.

Mais les jeunes vous répondront que le marché de l'emploi est exsangue et qu'ils doivent bien survivre...

Il faut dire qu'une relance de l'activité économique permettra de réduire la criminalité – cela, c'est clair. Mais je pense qu'il y a aussi un phénomène de déclassement social. Beaucoup de jeunes criminels aujourd'hui sont des enfants de cadres des années 1970, qui n'ont pas d'emploi, sont loin derrière leurs parents, ont une situation bien pire que celle de leurs parents et qui ont perdu le repère et sont pressés de réussir, à l'image des gens autour d'eux. C'est une question complexe. Mais à mon avis, il faut étudier la question de la criminalité d'abord par le renforcement de la sécurité, afin de décourager les criminels. Au-delà de ça, il y a des phénomènes sociologiques qu'il faut étudier pour voir si la structure familiale n'explique pas le phénomène et, bien sûr, la relance économique.

Parlons justement de la jeunesse sans emploi. Le gouvernement vient d'annuler le concours de la douane qui aurait été entaché de fraudes. Est-ce pour vous un signal fort que le régime lance contre la corruption?

Oui, je pense que c'est une bonne chose. Il faut maintenant aller au-delà. Il faut créer des structures indépendantes basées sur la compétence pour l'organisation et la gestion des concours et le recrutement dans la fonction publique.

Quid des supposés admis à ce concours qui se retrouvent aujourd'hui refoulés et renvoyés chez eux...

Non, je pense qu'ils peuvent reprendre le concours. Ce n'est sûrement pas leurs fautes. Ensuite, il y a un travail à faire, pour amener tout le monde à comprendre qu'il en va de l'intérêt de chacun et de la stabilité du pays.

Ceux qui ont bénéficié de ces fraudes sont certainement frustrés; il en va sans doute de même pour ceux qui ont échoué à cause des fraudes. Donc, il faut un travail en direction de ces différents groupes.